

Bureau International Catholique de l'Enfance

Rapport financier Exercice clos le 31 décembre 2012

Préambule

Le résultat du BICE pour l'exercice 2012 ressort en excédent de 124 K€ contre un déficit de 57 K€ en 2011, du fait principalement de :

- Une collecte de 2.509 K€, en très légère progression (1%). Si la collecte auprès de nos donateurs fidèles a été un peu décevante (quasi-stagnation), les opérations de recherche de nouveaux donateurs, limitées maintenant aux opérations de mailing « papier », ont été encourageantes.
Cette légère progression, conjuguée avec une diminution des coûts, a généré une collecte nette de frais en hausse de près de 6%
- L'achèvement des opérations de restructuration de nos projets en Afrique, qui ont sensiblement moins pesé sur les comptes qu'au cours des deux années précédentes

Cette amélioration doit toutefois être nuancée par le fait que le résultat hors legs et donations reste déficitaire de 226 K€ (contre 361), compensé par ces libéralités (350 K€ contre 304)

L'année 2012 a été marquée par la réorganisation de nos missions sociales. Jusqu'en 2012 les missions sociales de terrain relevaient du soutien à des projets locaux ou régionaux réalisés par nos membres et partenaires (ou, en Afrique, par les antennes locales du Bice). En 2012, conformément au plan stratégique, une Direction des Programmes a été mise en place, tournée vers la gestion de programmes (communs à plusieurs pays et régions) réalisés par nos membres et partenaires, vers l'animation et le développement du réseau des membres et la sensibilisation de ces acteurs aux politiques de protection de l'enfance.

Les « missions sociales » du BICE, conformément au plan stratégique, comprennent donc maintenant non seulement le soutien aux actions sur le terrain, le plaidoyer et la recherche, mais aussi la sensibilisation du public et la promotion des politiques de protection de l'enfance. Ces différentes missions permettent l'animation de notre réseau de membres et partenaires qui accomplissent, avec l'appui technique du BICE et le soutien financier de ses bailleurs de fonds, les missions sur le terrain.

Comme il était anticipé l'an dernier, cette nouvelle approche et la redéfinition de nos activités se sont toutefois traduites par une diminution temporaire de nos missions sur le terrain, accentuée par l'attentisme de nos bailleurs de fonds pour l'Afrique qui se sont limités au financement de la fin de nos projets.

Cette diminution a été en outre aggravée pour l'Afrique par les réductions budgétaires de certains bailleurs de fonds publics, compte tenu de la situation de crise économique, qui ont conduit à reporter à une date indéterminée le financement espéré de certaines phases du principal programme en cours (Enfants Privés de Libertés), et donc au report des actions anticipées.

Dans ce contexte, le niveau global des financements accordés à la réalisation des missions de terrain du BICE et de ses partenaires est en 2012 très inférieur à sa capacité, et d'importants efforts sont faits pour sensibiliser les bailleurs de fonds aux programmes que le BICE entend continuer à mettre en œuvre sur le terrain.

I. Le compte d'emploi des ressources

Les ressources : 4.730K€ (y compris le report des ressources antérieures)

Les produits de la générosité du public : 2.868 K€

La collecte auprès du public augmente très légèrement à 2.509 K€ (hors dons affectés). Si celle auprès de nos donateurs fidèles est un peu décevante (en quasi-stagnation, ce qui reste satisfaisant en cette période de crise), la recherche de nouveaux donateurs a été plus satisfaisante. Malgré son coût élevé elle reste indispensable pour accroître le niveau des dons, encore insuffisant pour le financement des missions du BICE.

Les legs et donations représentent un montant encore élevé de 350 K€, net de frais, en augmentation sensible, proche du montant exceptionnellement élevé de 2010. Le maintien, et si possible l'augmentation, du niveau des legs et donations, dont le coût de collecte est marginal, reste pour le BICE un enjeu essentiel.

Les autres fonds collectés : 1.811 K€ (y compris le report des ressources)

Les fonds recueillis auprès d'organismes publics et d'institutions et fondations diverses pour le financement de projets spécifiques représentent 1.095 K€ (dont 414 directement reçus par nos bureaux en Afrique, qui seront à l'avenir directement perçus par les associations locales), auxquels s'ajoutent 716 K€ reçus les années précédentes (report des ressources).

Ils sont en forte diminution en 2012 (- 30%), pour les raisons décrites ci-dessus.

Les autres produits : 51 K€

Les autres produits comprennent les cotisations, produits financiers et ventes de cartes de vœux. Ils sont en 2012 inférieurs à l'année précédente (61 K€).

Les emplois : 4.606 K€ (y compris les engagements restant à réaliser)

Les missions sociales : 3.208 K€ (y compris les engagements restant à réaliser)

Le coût des missions sociales (qui comprennent 435 K€ d'engagements restant à réaliser) est constitué par :

- Les programmes sur le terrain pour 2.553 K€, montant en baisse sensible par rapport à 2011 compte tenu de celle des fonds recueillis auprès des bailleurs.
- Le coût des autres missions sociales (recherche, actions de sensibilisation, de formation et de promotion des politiques de l'enfance, animation du réseau des membres et partenaires de terrain) pour 655 K€.

Les frais de recherche de fonds : 951 K€

Ces frais sont encore en diminution par rapport à l'an dernier (-6%), en particulier du fait de l'effet en année pleine du changement de prestataire pour la gestion de notre base de données. La nécessaire poursuite de la reconstitution de notre fichier de donateurs par des actions de prospection (maintenant exclusivement réalisées par mailings papier) continue toutefois de représenter un coût élevé, mais indispensable si nous voulons espérer voir notre collecte auprès de nos donateurs fidèles retrouver le niveau nécessaire au financement de nos actions.

Les frais de fonctionnement et autres charges : 446 K€

- Frais de communication : 164 K€. Une partie de ces frais, directement liée aux opérations de sensibilisation du public, est dorénavant inscrite dans les missions sociales.
- Autres charges : 282 K€ comparables à l'année précédente. Il s'agit des frais de gestion financière, administrative et statutaire et des coûts du Secrétariat Général. .

II. Le compte de résultat

Le compte de résultat ne diffère du compte d'emploi des ressources que par la présentation des frais par nature et non par objet de ces frais. Le résultat net est donc identique à celui qui apparaît au CER.

III. Le bilan

Les comptes de bilan n'appellent que peu de commentaires :

- Les fonds dédiés représentent 632 K€ contre 912, traduisant la diminution des financements reçus des bailleurs de fonds.
- Les autres créances augmentent de 67 à 139 K€ en raison du retard d'encaissement des financements de certains programmes.
- La trésorerie, y compris les dons 2012 encaissés en 2013, s'élève à 1.476 K€. Déduction faite des fonds dédiés, elle s'élève à 844 K€ (contre 995) en diminution du fait du retard ci-dessus.

- Compte tenu du résultat de l'exercice, les fonds propres du Bice s'élèvent à 811 K€ contre 686 K€ au 31/12/2011.

PERSPECTIVES 2013

Comme indiqué en préambule, l'année 2012 aura été marquée par :

- L'achèvement des opérations de restructuration de nos opérations en Afrique : les associations locales qui conduiront les missions de terrain sont opérationnelles. Des conventions de partenariat ont été signées avec elles et le BICE, au-delà du soutien financier qu'il leur apportera avec l'appui des bailleurs de fonds, les assistera dans la mise en place de leurs opérations et de leur contrôle interne.
- La conception de contrats de projets et d'un manuel très précis de procédures administratives et financières pour sécuriser encore davantage les opérations de terrain menées avec nos membres et partenaires.
- Un attentisme certain des bailleurs de fonds, lié tant à nos opérations de restructuration qu'à la crise économique européenne.

L'année 2013 sera encore difficile en termes de financement des programmes du BICE. Tous les efforts sont faits par les équipes de la Direction des programmes pour revenir à un niveau de financement très nettement supérieur à ce qu'il aura été en 2012 (et sans doute en 2013). Il sera alors possible à nos membres et partenaires d'amplifier la réalisation des programmes que ces équipes sont prêtes à coordonner, en particulier en matière de lutte contre toutes les formes de maltraitance des enfants.

Nous dépendons toutefois de la volonté de nos bailleurs de fonds que nous voulons convaincre de la nécessité de ne pas ralentir, voire reporter, la réalisation de ces programmes nécessaires, définis en lien étroit avec nos membres et partenaires et coordonnés par le BICE.

Des investissements importants ont été consentis pour redévelopper notre fichier de donateurs. Ils ont porté leurs fruits puisque la lente érosion de ce fichier est stoppée et que le nombre de donateurs est stabilisé, et même en légère croissance. La poursuite de ces investissements reste nécessaire afin d'augmenter régulièrement ce nombre, et au minimum d'éviter son érosion naturelle.

Paris le 24 avril 2013

Le Trésorier

Christian de Chastellux